

Conférence Chili/Madrid sur les changements climatiques: Mardi 10 décembre 2019

La Conférence Chili/Madrid sur les changements climatiques s'est poursuivie mardi avec le segment de haut niveau et quelques discussions sur des thèmes relatifs au financement.

Segment de haut niveau

La Présidente de la CdP Carolina Schmidt (Chili) a ouvert le segment de haut niveau de la CdP 25/CMP 15/CMA 2.

Affirmant que « nous devons donner le meilleur de nous-mêmes », Alejandro Sanz, musicien espagnol, a appelé à l'unité dans les efforts pour combattre les changements climatiques.

Petteri Taalas, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, a mis en lumière le Rapport 2019 sur l'état du climat, et souligné les conséquences des changements climatiques. Il a pointé du doigt la pression croissante du public pour une transition vers la neutralité carbone et a appelé à un changement de mentalité pour passer de « demain » à une perspective de long terme.

La Ministre Teresa Ribera, Espagne, a rappelé aux participants le besoin de bâtir des ponts entre générations et d'œuvrer avec des visions à moyen et à long terme, puis a mis en exergue que l'équité sociale doit faire partie de la lutte contre les changements climatiques.

La Secrétaire exécutive de la CCNUCC Patricia Espinosa a appelé à rendre opérationnelles les dispositions de l'Article 6 de l'Accord de Paris, en signalant que les activités d'atténuation dans le cadre des mécanismes prévus aidera à soutenir les activités d'adaptation. Rappelant que les dernières découvertes du GIEC montrent que la transformation requise n'est pas en marche, elle a instamment demandé un leadership ambitieux en soulignant que « nous n'avons plus de temps ».

Tijjani Muhammad-Bande, Président de la 74^e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a souligné que « nous avons un devoir moral d'agir », et a appelé à identifier des modèles économiques capables de garantir la prospérité de tous tout en assurant la résilience climatique et l'égalité de genre, et en enravant la perte de biodiversité.

La Présidente de la CdP 25 Carolina Schmidt a souligné que les changements climatiques exacerbent les inégalités sociales. Évoquant le dialogue ministériel de haut niveau sur l'adaptation et les réunions avec les ministres des finances, de la science et de l'énergie, elle a instamment souhaité l'engagement de toutes les composantes des gouvernements, ainsi que des autorités infranationales, des communautés et des acteurs du secteur privé.

Déclarations nationales: Le Président Taneti Maamau, Kiribati, a cherché un soutien collectif pour assurer l'achèvement du Programme de travail de l'Accord de Paris (PTAP) avec des financements dédiés aux pertes et préjudices, un accès simplifié au financement de l'action climatique, et un Article 6 « clair et robuste ».

Le Premier ministre Pohiva Tu'i'onetoa, Tonga, a mis en exergue les synergies « essentielles » entre technologie, renforcement des capacités et « financements obligatoires », et

a souligné l'engagement de son pays envers la santé des océans, notamment son intention de doubler la surface des aires marines protégées d'ici 2030.

Le Premier ministre Kausea Natano, Tuvalu, a appelé: à élargir le financement de l'action climatique, notamment pour les pertes et préjudices; à convenir d'un programme de travail sur les océans; et à garantir l'intégrité environnementale dans le cadre de l'Article 6. Il a instamment demandé d'assurer la participation active de Taïwan dans le processus de la CCNUCC.

Le Premier ministre Frank Bainimarama, Fidji, a mis en exergue: la réalisation de l'objectif de 100 milliards USD de financements pour l'action climatique d'ici 2020 et la définition d'un nouvel objectif collectif après 2025; la prévention du double comptage dans le cadre de l'Article 6; l'alignement des contributions déterminées au niveau national (CDN) sur des calendriers quinquennaux communs; et la mise en place d'un guichet pour la réparation des pertes et préjudices au sein du Fonds vert pour le climat (FVC). Disant son inquiétude quant aux longs débats de science climatique, il a exhorté à préparer le terrain « non pas pour l'ignorance et la négation, mais pour l'ambition à la CdP 26 ».

Le Premier ministre adjoint László Sólymos, Slovaquie, a souligné les efforts de son pays pour réduire ses émissions de GES et mettre en œuvre une transition équitable dans ses régions minières de charbon.

La Première ministre adjointe Isabella Lövin, Suède, a mis en lumière quatre domaines d'action clés: le renforcement du niveau d'ambition; des orientations de la « plus complète intégrité possible » pour l'Article 6; le besoin d'une réponse « intégrée » entre la réduction des émissions, la préservation de la biodiversité et la santé des océans; et la transposition de l'Accord de Paris dans les lois nationales.

Le Ministre Jorge Arreaza Montserrat, Venezuela, a estimé que « la planète est la victime » des idéologies néolibérales et capitalistes, et a qualifié la position de certaines Parties de « profondément irresponsable ».

Le Ministre Riad Malki, Palestine, au nom du G-77/CHINE, a appelé les pays développés à renforcer leur soutien, et a estimé que le financement de l'action climatique des pays en développement « doit être dépolitisée ».

Le Ministre Omar Antonio Figueroa, Belize, au nom de l'AOSIS, a indiqué que les petits États insulaires en développement (PEID) resteront à « l'avant-garde de l'ambition climatique » et a appelé toutes les nations à « faire de 2020 le début d'une décennie de l'ambition ».

Le Secrétaire d'Etat Terhi Lehtonen, Finlande, et le Premier Vice-Président Frans Timmermans, Commission européenne, se sont exprimés conjointement au nom de l'UE pour appeler à un « résultat assuré pour prendre des mesures fondées sur les marchés » et à achever le deuxième examen du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques (WIM). Ils ont également évoqué l'Accord Vert de l'UE, qui sera présenté sous peu.

Dialogue ministériel sur le niveau d'ambition en matière d'adaptation: La Présidente de la CdP Carolina Schmidt a accueilli les participants en signalant que les progrès accomplis sur les plan nationaux d'adaptation ont été lents, avec seulement 17 pays ayant présenté le leur à ce stade. La Ministre Teresa Ribera, Espagne, a souligné le besoin de supprimer les barrières

politiques aux actions d'atténuation et d'adaptation afin de trouver des synergies. Ovais Sarmad, Secrétaire exécutif adjoint de la CCNUCC, a évoqué l'importance de mobiliser le processus de la CCNUCC pour « catalyser et soutenir l'ambition ».

La Présidente de la CdP Schmidt a modéré un panel sur l'adaptation, la mise en œuvre et l'ambition, avec des ministres des Fidji, du Botswana, du Japon et de l'Uruguay. Les ministres ont abordé, entre autres: le besoin d'intégrer les changements climatiques de façon transversale entre les ministères gouvernementaux ; le besoin d'un financement axé sur des subventions et de soutiens techniques pour les pays en développement ; et l'utilisation des écosystèmes pour promouvoir la réduction des risques de catastrophe. Le ministre du Japon a annoncé que son pays contribuera à hauteur de 1,5 milliard USD au financement de la première reconstitution du FVC.

Le deuxième panel, réunissant des ministres du Bangladesh, de l'Égypte, de la République de Corée et des Pays-Bas, consacré à « l'intégration, la coopération et le soutien », s'est focalisé sur le rôle de l'adaptation dans les stratégies de développement, et sur la coopération et le soutien pour une adaptation renforcée. Les intervenants ont mis en exergue, entre autres: le fonds multidonateurs du Bangladesh pour la résilience climatique ; le besoin de donner l'élan au plus haut niveau politique ; des processus accélérés d'accès aux soutiens du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) destinés à la planification de l'adaptation au niveau national ; et la fiabilité des projets. Ils ont par ailleurs noté: la Semaine mondiale de l'adaptation organisée par la Corée, qui a mis en lumière le rôle des technologies blockchain et l'Internet des Objets en matière d'adaptation; et le travail de la Commission mondiale de l'adaptation et de son Centre sur l'adaptation pour assurer la transition des « plans et réunions » vers l'action.

Les interventions de l'assistance ont attiré l'attention sur les systèmes pensant à l'adaptation, aux pays vulnérables et à l'atténuation comme stratégie d'adaptation. Un représentant du Royaume-Uni a clos la réunion en soulignant, comme messages clés : le besoin d'une perspective intégrée sur l'environnement et le développement ; celui d'autonomiser la jeunesse ; et celui de faire de l'adaptation une opportunité économique.

CdP 25

Questions relatives au financement: Rapport du FEM et directives à l'intention du FEM: Lors des consultations informelles co-facilitées par Amena Yauvoli (Fidji), les Parties ont échangé des points de vue sur le texte des Co-Facilitateurs pour un projet de décision, en signalant la nécessité de l'intégrer et de le raccourcir davantage. Des points de vue divergents ont été exprimés, entre autres, sur : le fait de noter des inquiétudes quant aux politiques de cofinancement ; la demande au FEM de soutenir des activités liées aux pertes et préjudices ; et les références à la huitième reconstitution du FEM, que les pays développés ont estimée prématurée. Plusieurs pays développés ont appelé à supprimer la demande faite au FEM pour qu'il continue d'intégrer l'adaptation dans les projets, en citant l'objectif du FEM qui est « de pourvoir des avantages environnementaux au niveau mondial ». Des pays en développement et plusieurs pays développés y ont fait objection, en soulignant que l'adaptation est un avantage environnemental à part entière. Plusieurs pays développés ont appelé le FEM à clarifier s'il existe des propositions approuvées qui n'ont pas été financées.

Concernant les mises à jour du Système d'allocation transparente des ressources (STAR), les pays en développement ont souligné que le FEM, comme entité opérative du mécanisme de financement de la Convention, se doit de communiquer tout changement de ce type à la CdP. Au-delà de la procédure en soi, plusieurs groupes de pays en développement ont déploré les modifications apportées sur le fond aux critères d'éligibilité du STAR. Les Co-Facilitateurs vont préparer un texte révisé du projet, et les consultations vont se poursuivre dans des informelles informelles.

CMA 2

Questions relatives au financement: Questions relatives au Fonds pour l'adaptation: Dans un groupe de contact co-présidé par Amjad Abdulla (Maldives), les Parties ont échangé des points de vue sur la façon de procéder sur ce point. Le Co-Président Abdulla a proposé une décision de procédure dans laquelle la CMA prenne note du rapport du Fonds pour l'adaptation et de son addendum. Plusieurs pays développés ont appelé à laisser le temps pour engager des discussions de fond sur cette question, et ont fait des propositions textuelles reflétant que la CMA est en mesure de donner des orientations au Fonds, notamment sur les sources de financement. Un groupe de pays en développement a proposé que

la décision de la CMA confirme la décision de la CMP *mutatis mutandis*, soit comme elle s'appliquerait à la CMA. Un autre groupe de pays en développement a souligné que jusqu'à ce que le Fonds soit mis exclusivement au service de l'Accord de Paris, c'est à la CMP et non à la CMA d'établir des arrangements avec la Banque mondiale et le FEM pour faire fonctionner le Fonds. Un pays développé a proposé que la CMA décide d'examiner les modalités de la composition du conseil pour le moment où le Fonds sera exclusivement mis au service de l'Accord de Paris, à la CMA 3. Plusieurs groupes de pays en développement ont souligné qu'ils estimaient qu'aucune action, si ce n'est simplement une décision de procédure telle que proposée par le Co-Président, n'était requise pour ce point. En l'absence de consensus, ils ont instamment demandé la clôture de la réunion, contrés par plusieurs pays développés. Les discussions vont se poursuivre informellement.

CMP 17

Questions relatives au Fonds pour l'adaptation: Dans un groupe de contact co-présidé par Fiona Gilbert (Australie), les Parties ont examiné le texte d'un projet de décision avec des chiffres actualisés concernant les promesses de financement au profit du Fonds pour l'adaptation. Les Parties ont rapporté des discussions constructives au sein des informelles informelles, en signalant toutefois qu'aucun accord n'a été trouvé sur la question de la composition du conseil. Beaucoup de pays en développement et développés ont souligné leur volonté d'assurer une transition douce pour la mise du Fonds au service exclusif de l'Accord de Paris. Le texte sera transmis à la CMP pour examen et adoption.

Dans les couloirs

De retour en salle de conférence après ce qui a été pour beaucoup une très courte nuit de sommeil –en particulier ceux qui sont restés pour entendre le bilan de la Présidence à 2h30 du matin–, les délégués ont été accueillis par un changement de rythme. Malgré la cohue dans les couloirs, c'est un programme vide qui défilait sur les écrans, dépourvu de ses consultations habituelles et autres réunions des groupes de contacts. Les négociations restantes se déroulant soit à la Présidence de la CdP, soit derrière des portes closes, il y avait amplement le temps de réfléchir aux progrès accomplis à ce stade.

Plusieurs délégués inquiets ont signalé que le SBSTA et le SBI ont tout juste « survolé » de nombreux points, pour lesquels aucun accord valable n'a été trouvé. Un d'entre eux a fait le compte des résultats, en obtenant plus de « points à Règle 16 », de reports à des discussions futures, ou de conclusions de procédure, que de résultats substantiels. Six points ont par ailleurs été remis pour de nouvelles consultations pendant la deuxième semaine.

Avec des clôtures d'organes techniques plus tardives que d'habitude, certains négociateurs chevronnés se sont demandés comment ce nouvel emploi du temps allait impacter les négociations de la deuxième semaine. « Par le passé, après la clôture des SB la première semaine, nous disposons au moins d'une journée pour nous remettre de nos émotions », a expliqué l'un d'eux. « Maintenant les ministres ont moins d'une journée pour se frayer un chemin parmi de très nombreuses questions épineuses ». D'autres ont partagé cette inquiétude, en craignant que les négociateurs n'aient « fait un chèque que le processus ne peut pas encaisser ». Un négociateur a même indiqué que l'ombre de « Copenhague » planait sur certaines discussions, ce fantôme passé des CdP ratées. Mais il a pensé que « le processus a peut-être besoin d'un échec, pour remotiver chacun à faire mieux ».

D'autres observateurs ont estimé que déplacer des questions hors des SB ne va certainement pas les résoudre, et ont noté la persistance des droits humains comme impasse systématique dans tous les processus, que ce soient les discussions sur le genre ou les longues délibérations sur les règles marchandes dans le cadre de l'Article 6. Un avocat des droits humains a averti : « s'il y a une chose que nous avons apprise de Kyoto c'est qu'il faut prévoir des garanties pour les droits de l'homme ; nous ne pouvons pas faire reculer par rapport à ce que nous avons ailleurs, dans le Fonds vert pour le climat ou encore à la Banque mondiale ». Les délégués chargés des questions relatives à l'adaptation ont partagé des inquiétudes similaires quant à un possible recul : « Je n'arrive pas à croire que nous en soyons à débattre du fait que l'adaptation doit être intégrée transversalement », a déploré l'un d'eux.

Alors que le segment de haut niveau se prolongeait dans la soirée, un observateur vétéran a rappelé le thème de cette CdP, « Le temps d'agir », en se demandant si, avec seulement trois jours, « les ministres vont parvenir à s'accorder sur un résultat ce vendredi, et si ce résultat sera, ou non, la preuve que les gouvernements sont sérieusement décidés à agir ».